

# Revue de presse



Dimanche 28 mai 2023



Changement climatique en Afrique: fin des Assemblées de la BAD,  
appel à doubler l'offre collective de financement



CHARM EL CHEIKH- La 58eme édition des Assemblées annuelles du Conseil des gouverneurs de la Banque Africaine de Développement (BAD) et la 49ème Assemblée annuelle du Conseil des gouverneurs du Fonds Africain de Développement (FAD) ont

pris fin, vendredi à Charm el Cheikh (Egypte), sur un appel solennel à une action urgente pour doubler l'offre collective de financement climatique.

Tenues du 22 au 26 mai 2023 autour du thème "Mobiliser le financement du secteur Privé pour le Climat et la Croissance Verte en Afrique", les Assemblées, qui ont réuni quelque 4000 personnes venues de 81 pays, ont été l'occasion pour des dirigeants politiques, gouverneurs de la Banque et éminents experts de débattre des actions concrètes nécessaires pour augmenter les capacités et l'efficacité de financement du développement durable du continent.

Le Conseil des gouverneurs, présidé par le gouverneur de la Banque Centrale d'Egypte, Hassan Abdalla, qui a cédé la présidence au ministre des Finances du Kenya, Njuguna Ndung'u, dont le pays abritera, du 27 au 31 mai 2024 à Nairobi, les 59 Assemblées de la Banque, a ainsi appelé, dans un communiqué final, à "une action urgente pour doubler l'offre collective de financement climatique pour l'adaptation, et l'opérationnalisation de nouveaux dispositifs de financement pour répondre aux pertes et dommages" que subit le continent du fait des aléas climatiques.

Lors de cette édition "couronnée de succès et qui a abouti sur d'excellents résultats", selon le secrétaire général de la BAD, Vincent Nmehielle, l'accent a été essentiellement mis sur la nécessité "d'accroître la coordination entre tous les acteurs du développement pour créer des synergies entre les différents programmes, sources de financement et stratégies de développement, en les alignant aux priorités inscrites dans l'Agenda 2063".

Prenant note des recommandations des chefs d'Etat et de gouverneurs lors du dialogue présidentiel de haut niveau sur "l'évolution de l'architecture financière mondiale et le rôle des banques multilatérales de développement", le Conseil des gouverneurs, dont fait partie le ministre des Finances, Laaziz Faid, qui a pris part à ces Assemblée, a demandé au Conseil d'administration de la Banque de présenter, lors des prochaines Assemblées, "les progrès réalisés sur l'évolution des besoins de l'Afrique et sur la manière dont la vision, la mission, les incitations, les modèles d'entreprise et la capacité financière du Groupe de la Banque permettront de relever ces défis".

Les gouverneurs ont ainsi exhorté les partenaires de la Banque à mener des efforts pour combler le déficit annuel de financement climatique du continent, qui "s'élève à environ 213,4 milliards de dollars", en demandant au Groupe de la Banque de poursuivre ses efforts pour tenir l'engagement de fournir 25 milliards de dollars, entre 2020 et 2025, au titre du financement climatique, et d'aligner ses nouvelles opérations sur l'Accord de Paris.

La nécessité de disposer de ressources financières substantielles pour soutenir l'adaptation climatique en Afrique, y compris la réalisation de l'engagement des pays

développés de mobiliser 100 milliards de dollars par an en financement climatique pour les pays en développement, a été, en outre, soulignée.

Le Groupe de la Banque a été également invité à renforcer son soutien à l'intégration régionale du continent conformément à l'Accord sur la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et à soutenir la mise en place des outils nécessaires pour tirer parti des capitaux propres du Fonds sur les marchés financiers internationaux, tout en poursuivant les discussions sur la nécessité d'assurer la viabilité financière à long terme du Fonds africain de développement (FAD).

A cette occasion, "la solidité et la prudence" de la gestion financière et des risques par la Banque, lui permettant de conserver sa notation de crédit triple A, attribuée par toutes les principales agences mondiales de notation de crédit, ont été vivement saluées.

Les gouverneurs de la BAD se sont également réjouis de l'obtention par la Banque d'un financement de un (1) milliard de dollars par le biais de son "Initiative pour favoriser l'accès des femmes au financement en Afrique" (AFAWA), en intégrant ainsi la dimension genre dans toutes ses opérations.(APS)



## **BAD: moderniser l'agriculture pour assurer la sécurité alimentaire en Afrique**

CHARM EL CHEIKH (EGYPTE) - La Banque africaine de Développement (BAD), a appelé, dans sa Revue annuelle sur l'efficacité du développement (RAED), rendue publique jeudi, les pays africains au renforcement de systèmes alimentaires durables et résilients pour accélérer la transformation économique du continent, en passant par la modernisation de l'Agriculture.

"Il faut moderniser l'agriculture africaine en développant la transformation des produits agricoles et en créant de meilleures opportunités d'emploi dans le secteur", préconise la BAD qui avance que le continent africain a enregistré, en 2022, un déficit commercial agricole net de 38,7 milliards de dollars, en hausse par rapport aux 36,3 milliards de dollars de 2021.

Dans ce document, présenté par Mme Swazi Tshabalala, vice-présidente supérieure de la BAD, lors des 58eme Assemblées annuelles de la Banque, qui se tiennent du 22 au 26 mai à Charm el Cheikh (Egypte), l'institution financières africaine fait observer que l'Afrique, bien que possédant une grande abondance de terres non cultivées, avec plus

de 65% du total mondial, est "importatrice nette" de denrées alimentaires, et demeure donc confrontée à l'insécurité alimentaire.

En Afrique, les rendements céréaliers ont été en moyenne de 1,65 tonne/hectare en 2022, un chiffre bien inférieur à la moyenne mondiale de 4 tonnes/hectare.

De plus, les effets du changement climatique, tels que l'augmentation des températures, les phénomènes météorologiques extrêmes et la rareté de l'eau, altèrent la productivité agricole, analyse le rapport.

Afin de résoudre ce problème, "il est essentiel que les intrants agricoles -engrais, semences améliorées, irrigation, technologies agricoles- soient plus accessibles et à des prix plus abordables".

L'utilisation d'engrais par les agriculteurs africains est passée en moyenne de 25 à 29 kilogrammes par hectare de terre arable entre 2015 et 2022, une progression qui demeure cependant insuffisante pour maximiser les rendements agricoles, estime la BAD.

La Revue annuelle sur l'efficacité du développement pour 2023 a, par ailleurs, indiqué que les investissements de la BAD en 2022 ont atteint 8,2 milliards de dollars, se rapprochant ainsi des niveaux d'avant la pandémie, permettant à 1,3 million de personnes d'accéder à l'électricité, d'améliorer la connectivité des transports en construisant ou en réhabilitant 833 kilomètres de routes.

Ces investissements ont également permis à 12,3 millions de personnes d'accéder à de nouveaux ou meilleurs services d'eau et d'assainissement, et à plus de 4 millions de personnes de bénéficier des opérations de la Banque dans le secteur privé, détaille la Revue.

Outre la présentation de la Revue annuelle de l'efficacité du développement, la journée du jeudi a été marquée par la tenue de la 32e réunion annuelle du Conseil des gouverneurs de la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique, de la 2e réunion des chefs d'institutions régionales et continentales, d'une réunion de l'organe directeur-Groupe consultatif de haut niveau du Partenariat mondial InsuRésilience, en plus d'un événement de partage des connaissances sur le thème "Exploiter le capital naturel pour financer la croissance verte et climatique en Afrique".

En marge des travaux, la Journée mondiale de l'Afrique, qui fête l'anniversaire de la signature des accords de l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine, actuellement l'Unité Africaine, UA), le 25 mai 1963, a été célébrée à travers plusieurs activités et démonstrations, reflétant la richesse et la diversité culturelles du continent africain.

## **L'assurance agricole, un maillon "important" pour garantir la sécurité alimentaire en Afrique**

L'assurance est un maillon "important" dans le développement du secteur agricole en Afrique et un outil "indispensable" pour garantir la sécurité alimentaire, dans un contexte de risques climatiques majeurs, a souligné Jean Baptiste Ntukamazina, secrétaire général de l'Organisation des assurances africaines (OAA), tout en se félicitant de la tenue de la 49ème conférence et assemblée générale de l'OAA en Algérie.

S'exprimant dans un entretien à l'APS, M. Ntukamazina, a affirmé que l'assurance constituait un maillon "important" dans le développement du secteur agricole en Afrique, faisant remarquer que la part de l'agriculture dans le produit intérieur brut (PIB) des pays africains se situe en moyenne entre 30 et 50%, d'où "la nécessité de sensibiliser les agriculteurs africains à souscrire à l'assurance agricole afin de couvrir les risques climatiques et autres, de manière à augmenter la pénétration de l'assurance en Afrique".

Déplorant la faiblesse du taux de la souscription des agriculteurs à l'assurance agricole, estimée aujourd'hui à moins de 2%, le secrétaire général de l'OAA a fait observer que "les compagnies d'assurances africaines étaient en mesure de contribuer à la sécurité alimentaire en couvrant le secteur agricole contre tous les risques climatiques et autres aléas de manière à atténuer leurs effets sur les agriculteurs".

"Nous sommes prêts à travailler avec les pouvoirs publics dans le cadre de politiques inclusives, ce qui va permettre de participer à la lutte contre la faim, la pauvreté et d'atteindre les objectifs fixés en matière de sécurité alimentaire", a-t-il précisé, ajoutant que "l'assurance massive des agriculteurs permettra de générer des ressources financières nécessaires pour la prise en charge des indemnisations en cas de sinistres".

En outre, la contribution des gouvernements est aussi primordiale pour promouvoir l'assurance agricole, a-t-il relevé en citant, entre autres, l'octroi de subsides pour les primes d'assurances et l'élaboration d'une réglementation favorable au développement de cette branche d'assurance.

"Les compagnies d'assurances africaines ont besoin aussi de données météorologiques fiables leur permettant de prévoir les risques liés à la pluviométrie ou à la sécheresse", a-t-il souligné.

Le développement de l'assurance agricole dépend également de la sensibilisation et de la prise de certaines mesures incitatives à l'égard des agriculteurs, a relevé encore le SG de l'OAA, tout en rappelant que cette organisation, qui compte plus de 400

compagnies reste "une instance de réflexion et de propositions et un espace de débat et de partage des expériences".

Interrogé sur les causes de la faiblesse de l'assurance agricole en Afrique, M. Ntukamazina a expliqué que cela est dû principalement au manque de culture d'assurance et à la mauvaise gestion de ressources financières.

Le manque de sensibilisation des populations sur l'importance de l'assurance est aussi à l'origine de cette faiblesse, a-t-il également clarifié.

Dans ce contexte, le SG de l'OAA a mis en garde contre le phénomène de l'insécurité alimentaire ayant pris, selon lui, des "proportions alarmantes en Afrique", exhortant "les Etats africains à considérer le secteur agricole comme la véritable base du développement économique, bien avant l'exploitation des matières premières et des hydrocarbures".

### **L'Algérie, un exemple à suivre en matière de mutualité agricole**

Par ailleurs, le SG de l'OAA a estimé que le choix du thème de "la contribution de l'assurance aux défis de la sécurité alimentaire en Afrique" pour la 49ème conférence et l'OAA, qui se tient à Alger du 27 au 31 mai courant, est "judicieux" et va permettre de débattre de "la contribution de l'industrie d'assurance pour le règlement de cette question d'insécurité alimentaire".

Tout en saluant au passage les autorités algériennes d'avoir accepté d'abriter les travaux de la 49ème conférence annuelle et assemblée générale de l'OAA, M. Ntukamazina a estimé que "la mutualité agricole en Algérie est plus développée par rapport aux autres pays africains".

"L'Algérie dispose de l'expérience dans le domaine de l'assurance agricole qu'elle peut vraiment partager avec le reste des pays africains. Je ne vois pas beaucoup d'expériences réussies et similaires à celle de la Caisse algérienne de la mutualité agricole (CNMA). C'est un bel exemple qui devrait être suivi par d'autres compagnies africaines", a-t-il encore relevé.

A ce propos, le SG de l'OAA a annoncé l'organisation prochainement d'un séminaire en Algérie, en collaboration avec la CNMA, devant permettre de partager son expérience avec d'autres compagnies d'assurances du continent.

En attendant la tenue de cette rencontre, un workshop sur le thème de la micro-assurance sera animé par le directeur général de la CNMA, Chérif Benhabiles, à l'occasion de la tenue de la 49ème conférence et assemblée de l'OAA, a fait savoir M. Ntukamazina, précisant que ce workshop verra la présence des dirigeants de

compagnies africaines et se focalisera sur l'expérience de l'Algérie en matière d'assurance agricole.



## **Journée mondiale de l'Afrique, 58es Assemblées annuelles de la BAD, Gazoduc TSGP, Faïd : «un projet viable, soutenable et rentable»**



Le Gazoduc transsaharien (TSGP), qui devrait relier le Nigeria à l'Europe, en passant par l'Algérie, est un projet viable, soutenable et rentable sur les plans économique et financier», a assuré, jeudi, le ministre des Finances, Laâziz Faïd.

«C'est un projet viable économiquement, soutenable et rentable. Les sources de son financement ne peuvent être que bancaires essentiellement, et on n'exclut pas que la BAD y participe», a-t-il répondu à la question de l'APS de savoir si la plus importante institution financière africaine allait contribuer au financement de ce mégaprojet. M. Faïd a estimé que la récente déclaration du président de la BAD sur ce sujet constituait une «manifestation d'intention de la Banque à financer» le projet.

«Il n'y a pas de raison d'ailleurs pour ne pas soutenir un projet viable et rentable», a-t-il soutenu. Le ministre, qui s'exprimait lors d'un point de presse, en marge de sa participation aux 58es Assemblées annuelles de la BAD, qui se tiennent du 22 au 26 mai à Charm El-Cheikh, en Égypte, a ajouté que des études seront, par la suite, effectuées pour «examiner ce mégaprojet dans toutes ses dimensions et choisir le mode de financement» adéquat. Lundi, en marge d'une conférence de presse tenue la veille de l'ouverture officielle des Assemblées, le président du groupe de la Banque africaine de développement (BAD), Akinwumi Adesina, a déclaré à l'APS que ce gazoduc «est très important, c'est un investissement que nous soutenons et que l'Union africaine soutient». Outre le TSGP, M. Faïd a évoqué d'autres grands projets structurants viables et stratégiques pour l'intégration régionale reliant l'Algérie à



l'Afrique, et qui nécessitent d'importants financements. Il a cité, à ce titre, le projet de réalisation de la route reliant Tindouf à Zouerate en Mauritanie et la ligne maritime desservant les deux pays, la route transsaharienne Alger-Lagos, le projet de la dorsale transsaharienne à fibre optique, qui sera réalisée en parallèle avec la route transsaharienne, sur 4.500 km de longueur, ainsi que la ligne ferroviaire reliant Alger à Tamanrasset. Par ailleurs, M. Faïd est revenu sur le programme riche et chargé de sa participation aux 58es Assemblées annuelles de la BAD.

«Je suis venu à la tête d'une délégation importante, pour participer aux Assemblées de la BAD, sachant que l'Algérie a été parmi les pays pionniers et les premiers contributeurs à cette Banque, créée en 1964», dit-il.

Durant deux jours, le ministre devra assister à plusieurs réunions qui vont passer en revue les comptes de la BAD et le renouvellement des membres de certains comités de gouvernance, outre des rencontres bilatérales.

### **Le renforcement de la coopération avec l'Afrique du Sud au centre d'entretiens bilatéraux**

«Je vais également saisir l'opportunité pour avoir des entretiens avec un certain nombre d'homologues africains. Je viens d'ailleurs de m'entretenir avec le ministre des Finances d'Afrique du Sud, avec lequel j'ai abordé nos relations bilatérales, qui sont des relations historiques remontant à plusieurs décennies», a-t-il déclaré. Il a dit avoir également examiné, avec son homologue sud-africain, le potentiel de coopération bilatérale existant en matière économique, aussi bien dans le cadre de la BAD ou dans le cadre du Fonds africain de développement, dont l'Algérie est membre depuis cette année, un fonds qui soutient les pays les plus pauvres et les plus endettés, et dans lequel l'Algérie a récemment contribué avec 10 millions de dollars. «Une contribution très importante, qui fait de l'Algérie l'un des plus importants contributeurs africains dans ce fonds», déclarait, à ce propos, lundi dernier, M. Adesina.

Durant ces Assemblées, «nous allons nous concerter entre pays Africains sur les procédures qui garantissent une bonne utilisation de ce Fonds, son financement sur le marché bancaire, l'autoriser à prendre des ressources sur le marché des capitaux privés, et assurer sa viabilité», a ajouté le ministre, qui a beaucoup insisté, à cet égard, sur la volonté de l'Algérie d'investir en Afrique.

«Lorsque nous étions dans une logique d'économie rentière, nous avons longtemps tourné le dos à l'Afrique. Maintenant, l'Algérie se retourne vers l'Afrique, à travers l'investissement et le financement du développement», a-t-il dit.



Et après avoir rappelé la décision ferme et souveraine de l'Algérie de ne plus recourir à l'endettement extérieur, le ministre a expliqué que le recours financier à la BAD par l'Algérie, 3<sup>e</sup> contributeur à cette institution multilatérale de développement, se limite actuellement à l'assistance techniques dans plusieurs secteurs.

Revenant sur le thème choisi pour ces assemblées, à savoir la mobilisation du secteur privé pour financer la croissance verte en Afrique, M. Faïd a mis l'accent sur la nécessité pour les pays africains «d'instaurer des mécanismes d'alerte, pour atténuer les effets des changements afin de protéger les générations futures».

Pour lui, il faut, pour y parvenir, «continuer à assurer l'alimentation (financière) de la BAD et améliorer sa bonne gouvernance, pour pouvoir financer la lutte contre le changement climatique, car la ressource financière (en Afrique) est rare et il faut savoir l'utiliser».

### **Banque africaine de Développement et Sécurité alimentaire en Afrique Le rôle clé des start-up**

C'est un appel pressant que vient de lancer la Banque africaine de développement (BAD), appelant les pays africains à renforcer leurs systèmes alimentaires durables et résilients, pour accélérer la transformation économique du continent, en passant par la modernisation de l'agriculture. Et rappelle que le continent africain a enregistré, en 2022, un déficit commercial agricole net de 38,7 milliards de dollars, en hausse par rapport aux 36,3 milliards de dollars de 2021. Pour le cas de l'Algérie, les efforts se poursuivent pour restituer à ce secteur à haute valeur ajoutée, ses lettres de noblesse. La reconfiguration de la situation alimentaire en Algérie est susceptible d'entraîner un redéploiement stratégique de l'agriculture. Aussi, commente Brahim Guendouzi, économiste, la résilience du secteur agricole «passe par une amélioration des rendements, une stabilisation de la production nationale et surtout par une amélioration de l'environnement global de l'agriculteur». Le Président Tebboune a réitéré à maintes reprises la nécessité de concrétiser cette agriculture intelligente, innovante. Les talents ne manquent pas. En janvier dernier, la startup «FARM AI» a réussi à décrocher la seconde place au concours international organisé par la firme chinoise Huawei, pour avoir créé une solution innovante à la maladie fongique des plantes qui nuit aux récoltes de grand nombre d'agriculteurs au vu de la rapidité de sa propagation, entre 5 et 7 jours, pouvant endommager environ 20% des épis du blé, et ce en recourant à l'intelligence artificielle (IA). L'Algérie, à l'instar de tous les pays du monde, fait face à beaucoup de défis en matière de sécurité alimentaire, dans un contexte géopolitique particulier, d'où la nécessité d'améliorer nos capacités de production agricole, notamment par l'implication des start-up. Le marché algérien de l'innovation dans les domaines de l'agriculture, l'agroalimentaire et l'aquaculture était très attractif. Tout récemment, à l'occasion de l'ouverture de la 21<sup>e</sup> édition du Salon Sipsa-Filaha, un

plaidoyer a été fait pour renforcer la coopération algéro-sénégalaise dans le domaine de l'agriculture innovante. Cette agriculture intelligente ne saurait se limiter à l'importation mécanique de nouveaux process, d'innovations technologiques et d'autres contextes. En effet, ces innovations devront obéir à un minimum de plasticité à nos besoins et à nos capacités locales d'appropriation et d'absorption technologique.



### **Chiffre du jour : 3 nouveaux DAB**

Trois nouveaux distributeurs automatiques de billets (DAB) ont été mis en service dans la wilaya de Djanet, dans le cadre de la modernisation des prestations financières offertes à la clientèle, a-t-on appris de la direction de la Poste et des Télécommunications de la wilaya. Il s'agit de l'ouverture d'un nouvel espace libre-service qui dispose de trois nouveaux distributeurs automatiques de billets dans le quartier "Aghoum", au chef-lieu de wilaya, au titre d'un programme national portant généralisation de ces équipements modernes à travers l'ensemble du territoire national, a précisé à l'APS le directeur du secteur, Mouhoubi Madani.



### **La CAGEX organise un cycle de conférences à travers le pays : Assurance et promotion des exportations**

Comment réussir une opération d'exportation tout en se protégeant des différents risques qui peuvent surgir au cours du process ? Quelles sont les procédures et les conditions nécessaires pour franchir le pas de l'exportation ou tout simplement comment mener, assurer et garantir une opération d'exportation du début jusqu'à la fin ? Les réponses à ces interrogations ont été apportées lors de la conférence organisée avant-hier jeudi par la Compagnie d'Assurance et de Garantie des Exportations (CAGEX) au profit des opérateurs de la région Oranie intitulée « La Cagex au cœur de l'économie algérienne ».

La rencontre qui s'est tenue à l'hôtel Four Point d'Oran, est la première d'un cycle de conférences qui auront lieu à Sétif, Constantine et Alger, a fait savoir Salim Koudil, conseiller du PDG en charge de la communication. « Il s'agit de vulgariser la notion de l'exportation. La Cagex a décidé de se rapprocher des opérateurs économiques pour leur expliquer ce qu'ils doivent faire et éviter, afin de réussir une opération d'exportation », a-t-il expliqué. Autrement, le but est d'accompagner les opérateurs qui

exportent déjà ou lancés ceux qui s'apprêtent ou souhaitent le faire, ajoute le responsable. Dans cette optique, le PDG de la Cagex, Zohir Laïche, a souligné dans son allocution de bienvenue, que cette première conférence vise à mettre le doigt sur des points importants qui vont dans le sens de l'amélioration de l'activité dans laquelle intervient la compagnie, à savoir l'assurance des exportations. « Les exportations aujourd'hui, constituent justement un élément important de la stratégie de l'économie de notre pays et donc il faut impérativement que la Cagex soit à la hauteur de cette mission qui lui a été confiée depuis déjà plusieurs années », a-t-il affirmé. A ce propos, le PDG de la compagnie est revenu sur la nouvelle stratégie de l'économie de l'Algérie estimant que la Cagex se doit d'être au diapason des nouveaux défis et apporter sa contribution dans la promotion, notamment des exportations algériennes. Dans la même lignée, le PDG souligne, dans son message aux opérateurs, que « dans le cadre de la nouvelle politique économique de l'Algérie dont l'objectif est, entre autres, la relance et le développement des exportations hors hydrocarbures, la Cagex s'inscrit, plus que par le passé, dans cette nouvelle dynamique. Etant un acteur majeur dans ce processus, elle ambitionne de consolider d'une part, les acquis déjà réalisés en la matière, et d'améliorer continuellement, son organisation, ses outils de gestion et ses ressources aux évolutions des marchés, d'autre part. Cette nouvelle dynamique nécessitera la mise en place de moyens modernes de gestion et l'élargissement de notre offre assurantielle pour qu'elle corresponde aux besoins des exportateurs algériens », a-t-il indiqué. Il y a lieu de savoir que la compagnie a pour mission d'encourager et de promouvoir les exportations algériennes hors hydrocarbures et de garantir les ventes à crédit au profit des opérateurs économiques activant sur le marché national. A noter par ailleurs que de nombreux thèmes ont été abordés par les conférenciers lors de cette première rencontre. Parmi lesquels, « l'économie algérienne, situation et perspectives, l'analyse sectorielle de l'économie nationale, la Cagex dans l'environnement économique algérien ».

## Réalisation et coût du gazoduc Algérie-Nigeria Faïd assure!



«C'est un projet viable économiquement, soutenable, et rentable...», a affirmé le ministre des Finances à partir de Charm el- Cheikh.

Le projet du gazoduc transsaharien qui doit relier le Nigeria à l'Europe en passant par l'Algérie, est sous les feux de la rampe. Comment ne peut-il l'être? Cette méga infrastructure gazière, est restée trop longtemps en gestation. La réalisation de ce projet hautement stratégique, vieux de 13 ans, a constamment été relancé par l'Algérie qui l'a porté à bout de bras, avec ses deux partenaires, le Nigeria et le Niger. Son coût qui doit être faramineux n'a pas été dévoilé. L'Algérie pourra, cependant, compter sur la Banque africaine de développement qui vient d'apporter son soutien à ce projet de premier plan qui doit donner une autre dimension au continent sur le plan gazier tout en bénéficiant aux populations des pays qu'il doit traverser. Un appui de taille qui a mis tout naturellement le grand argentier du pays au coeur de cette nouvelle donne. «Ce gazoduc est très important, c'est un investissement que nous soutenons et que l'Union africaine soutient», avait déclaré le président du groupe de la Banque africaine de développement (BAD), Akinwumi Adesina, le 22 mai, en marge d'une conférence de presse qu'il a animée au Centre international des congrès de Charm el- Cheikh, où se sont ouvertes le lendemain les Assemblées annuelles du groupe. Une sortie médiatique sur laquelle s'est exprimée le ministre des Finances. Qu'a-t-il dit? «C'est un projet viable économiquement, soutenable, et rentable.

Les sources de son financement ne peuvent être que bancaires essentiellement, et on n'exclut pas que la BAD y participe», a indiqué jeudi Laaziz Faïd qui s'exprimait lors d'un point de presse, en marge de sa participation aux 58es Assemblées annuelles de la BAD, qui se sont tenues du 22 au 26 mai à Charm el- Cheikh, en Égypte. Estimé que la récente déclaration du président de la BAD sur ce sujet constituait une «manifestation d'intention de la Banque à financer» le projet, le successeur de Brahim Djamel Kassali, a soutenu qu'«Il n' y a pas de raison d'ailleurs pour ne pas soutenir un projet viable et rentable». Le gazoduc transsaharien, Tsgp, a été conçu par l'Algérie et le Nigeria dans l'esprit du Nepad, combiné avec le parachèvement de la transsaharienne Alger-Lagos et la pose d'une ligne en fibre optique reliant les deux États. Sa concrétisation est restée en stand-by malgré l'accord signé le 3 juillet 2009 à Abuja par le Nigeria, l'Algérie et le Niger. L'Algérie a réitéré son souhait de voir le Nigeria le ratifier. En juillet 2016, à l'occasion du 27e Sommet ordinaire de l'Union africaine, le Nigeria réaffirmera sa volonté d'engager le lancement du gazoduc transsaharien, prévu d'être détenu à 90% par l'Entreprise nationale pétro-gazière Sonatrach et la compagnie pétrolière nationale du Nigeria Nnpc, et à 10% par la Compagnie nationale du pétrole du Niger. En décembre 2016, le roi du Maroc Mohammed VI tentera de le détourner. Il conclura avec le gouvernement du Nigeria une étude de faisabilité pour raccorder les deux pays en gaz à travers le gazoduc West African Das Pipeline qui relie le Nigeria au Bénin, au Togo et au Ghana. Sans succès. Le projet sera relancé en 2022. Une déclaration commune sera signée le 16 février de cette année-là pour sa réalisation, à Niamey au Niger en marge des travaux du 3e Forum et exposition des mines et du pétrole de la Cédéao (Ecomof 2022). Outre le Tsgp, Laaziz Faïd évoquera d'autres grands projets structurants viables et stratégiques pour l'intégration régionale reliant l'Algérie à l'Afrique, et qui nécessitent d'importants financements.

Le projet de réalisation de la route reliant Tindouf à Zouerate en Mauritanie et la ligne maritime desservant les deux pays, la route transsaharienne Alger-Lagos, la dorsale transsaharienne à fibre optique, qui sera réalisée en parallèle avec la route transsaharienne, sur 4500 km de longueur, ainsi que la ligne ferroviaire reliant Alger à Tamanrasset en des illustrations de premier plan. «Je suis venu à la tête d'une délégation importante pour participer aux Assemblées de la BAD, sachant que l'Algérie a été parmi les pays pionniers et les premiers contributeurs à cette Banque, créée en 1964», soulignera le grand argentier du pays. Des propos qui témoignent de la place qu'accorde l'Algérie au développement de l'Afrique.

## Assemblée de la Banque africaine de développement L'engagement de l'Algérie salué

Son soutien aux projets de développement est l'expression d'une approche stratégique en matière de choix économiques.

La Banque africaine de développement (BAD) a salué l'engagement de l'Algérie envers les pays africains en apportant son soutien aux projets de développement. Dans ce sillage, le communiqué du ministère des Finances a souligné à ce propos que «Les représentants de la Banque ont tenu à féliciter l'Algérie pour toute l'attention apportée aux pays africains afin de soutenir leurs projets de développement, par des actions concrètes, notamment dans le domaine des relations commerciales et d'investissement», rappelle-t-on. Effectivement, l'Algérie s'est impliquée ces dernières années dans le continent africain en engageant des financements et des projets de développement et d'investissement considérables.

Cette implication manifeste renseigne sur le choix stratégique de l'Algérie en faisant de l'Afrique sa profondeur stratégique et vitale. La reconnaissance de la Banque africaine de développement du rôle important que joue l'Algérie en Afrique sur le plan économique et commercial est un signe d'un retour prépondérant et déterminant de l'Algérie en tant que force régionale qui a son mot à dire sur les questions cruciales qui affectent les pays de l'Afrique en général. Dans ce sens et lors des 58es Assemblées annuelles de la Banque à Charm el-Cheikh (Égypte), le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a, selon le communiqué de la tutelle, mis «à profit sa présence à ces Assemblées, tenues du 22 au 26 mai, pour échanger avec certains responsables de la Banque sur les réformes clés engagées en Algérie pour une économie diversifiée et résiliente face aux défis majeurs évoqués lors ces rencontres et sur les projets d'envergure à fort impact sur l'intégration régionale», atteste-t-on. Ce qu'il faut savoir, c'est que la Banque africaine de développement (BAD), a analysé la situation de l'Algérie en matière de finances et de développement économique en termes de perspective, en notant que «Après le choc négatif de la pandémie et la chute des prix du pétrole en 2020, l'économie algérienne a commencé à se redresser en 2021 avec une croissance de 4,0%, après une contraction de 4,9% en 2020. La croissance a été soutenue par la reprise de la demande extérieure, principalement pour le pétrole dont la production a augmenté et les prix sont en hausse. Cette amélioration des recettes pétrolières a partiellement compensé l'augmentation des dépenses d'investissement», précise le rapport de la BAD. Les évolutions macroéconomiques et financières récentes sont vues par la BAD comme un signe de développement dont les équilibres sont maintenus et l'inflation connaît une gestion positive de par l'ampleur et la tendance haussière au niveau mondial. Les responsables algériens maintiennent les échanges bilatéraux avec la BAD dans la perspective d'asseoir des bases solides d'une coopération future reposant sur des intérêts communs en matière de développement

économique et social», précise-t-on. La nouvelle stratégie algérienne fondée sur l'ouverture économique et commercial tous azimuts, vont lui permettre d'accéder au marché africain avec force en mettant en place des infrastructures importantes comme leviers de développement économiques et un moyen efficace à même d'encourager les investissements et la présence avec force dans le continent africain. La BAD a soutenu dans son analyse de conjoncture financière et de développement économique sur l'Algérie que «Ces évolutions, combinées à des mesures d'assainissement, ont permis de réduire le déficit budgétaire de 4,84 points de pourcentage. L'inflation a augmenté en 2021 pour atteindre 7,0%, en raison de la moindre disponibilité des denrées alimentaires. La banque centrale a assoupli la politique monétaire en réduisant le taux de réserves obligatoires de 10% à 2% et son taux directeur de 3,5% à 3%, et a assoupli les règles prudentielles du secteur bancaire. Une grande attention est portée à la stabilité financière compte tenu des risques de liquidité et des besoins de refinancement des banques», affirme la BAD dans ces analyses de conjoncture financière concernant l'Algérie. Le bilan dans son ensemble exprime une évolution et une maîtrise de gestion des équilibres macroéconomiques. L'engagement de l'Algérie et sa détermination de renforcer sa présence en Afrique en apportant son soutien aux projets de développement est l'expression d'une nouvelle approche stratégique en matière de choix économiques.



## **La finance islamique en pole position 500 milliards de dinars de dépôt en 2022**

Les crédits via la finance islamique ont connu un véritable boom, ces dernières années, auprès des investisseurs nationaux.

La finance islamique a le vent en poupe en Algérie. De loin, la finance islamique devance la finance classique, autant par l'attractivité des produits proposés par les banques, que par la qualité des prestations assurées au profit de la clientèle, de plus en plus friande de ce type de prestations financières. Dans ce sillage, l'on note les nouvelles dispositions du gouvernement quant à assigner, à ce vecteur de la finance, de nouvelles prérogatives et objectifs, notamment dans le secteur économique. En effet, avec des dépôts issus de la finance islamique et enregistrés au niveau des banques et établissements financiers publics et privés, d'une valeur de 500 milliards de dinars à fin 2022, les hautes autorités du pays ambitionnent d'attribuer de nouvelles missions à ce segment de la finance.

L'attractivité de la finance islamique aidant, l'option pour un financement des grands projets structurants, mais aussi pour accompagner les projets d'investissements en



gestation par la finance islamique semble, de plus en plus, envisagé. Il s'agit de financements, certes embryonnaires pour le moment, mais qui ont tendance à se développer à une vitesse relativement importante. Certaines banques publiques comme le CPA ont injecté les finances islamiques dans les circuits de financements des projets d'investissements, notamment pour ce qui est du financement de l'approvisionnement en matières premières ou l'équipement, etc... Selon des experts et des opérateurs économiques, présents lors des 58<sup>èmes</sup> assemblées annuelles de la Banque Africaine du Développement BAD, la contribution du secteur financier, notamment via la finance islamique, pourrait contribuer concrètement à l'émergence du secteur privé dans le plan de lutte contre les effets climatiques prévu par la BAD. Celui-là même (secteur privé: Ndlr) qui a fait l'objet d'une sollicitation de la part de la Banque africaine BAD, quant à investir dans des projets verts, des projets à fort impact social, notamment en matière d'éducation, de santé, d'Assurtech et de Fintech. Or, la formule souple proposée à travers les différents produits de cette finance, notamment la Moudaraba, la Mourabaha, etc... se basant sur le partage des risques et des profits entre les différentes parties, notamment la banque et son client, semble séduire de plus en plus de clients potentiels, tous secteurs confondus. En témoigne, d'ailleurs, l'ascension fulgurante des structures dédiées à la finance islamique, impliquant autant les banques publiques que celles privées. De l'avis des experts financiers et des économistes, la finance islamique dispense un financement réel de l'économie, sans risques d'inflation générée, à tous points de vue. À ce propos, il est important de citer l'accroissement des circuits de financement des programmes et activités visant le développement économique et l'intérêt, sans cesse croissant, des opérateurs économique à recourir à cette forme de la finance «Halal». Les crédits via la finance islamique ont connu un véritable boom, ces dernières années, auprès des investisseurs nationaux. Du coup, la finance islamique se voit attribuer, également, l'objectif d'absorber les masses et les cours parallèles circulant hors circuits officiels. Aujourd'hui, ce sont les start-up et les circuits technologiques et de l'innovation qui s'arrachent ces financements islamiques avec, à l'appui des formules, de plus en plus souples et équitables. Il convient de rappeler, par ailleurs, la présence de près d'une douzaine d'établissements bancaires et financiers qui dispensent des produits divers et des prestations de services dans la finance islamique.

L'engouement pour ce vecteur de la finance est tel, qu'il ne se passe pas un jour sans qu'une banque annonce l'ouverture d'une agence dédiée à la finance islamique, où la mise en place d'un service qui lui soit réservé. Selon des indications fournies par la Banque d'Algérie, plus d'une vingtaine de demandes d'autorisation d'ouverture de guichets, d'agences ou de banques de la finance islamique attendent leurs agréments respectifs.

## Généralisation du e-paiement Le virtuel prend racine

Le nombre d'opérations en ligne a augmenté de 7 300 en 2016 à neuf millions en 2022, réalisées par 340 e-commerçants.

Outil incontournable de la numérisation, le-paiement se pose en tant qu'élément révélateur de l'efficacité de la réforme bancaire et monétaire, dans une conjoncture où la relance économique a besoin de transparence. C'est dans cette optique que les actions dédiées à son développement s'intensifient, dans l'objectif de mettre en place des automatismes en matière de circulation de l'argent. Une nécessité qui se précise, notamment, dans les besoins d'instaurer de nouveaux systèmes de traçabilité, et dans l'amélioration des services et des produits bancaires.

S'exprimant lors de la signature de la convention de partenariat, pour lancer le service du e-paiement des factures de consommation d'eau potable, mardi à Alger, entre l'ADE et l'Association des banques et des établissements financiers (Abef), le ministre des Finances Laaziz Faïd a indiqué que «cette convention de partenariat entre les deux parties constituait un nouveau pas dans le processus du renforcement et de la généralisation de la numérisation dans toutes les transactions quotidiennes des citoyens, dans le cadre des efforts des hautes autorités du pays visant à moderniser le système financier et bancaire en particulier et à améliorer les indicateurs de l'inclusion financière en général». Un renforcement qui renseigne sur la pertinence des mécanismes et des mesures prises pour faire décoller ce domaine, qui présentait une certaine réticence de la part des commerçants comme de celle des utilisateurs, ce qui représente une avancée qui nécessite d'être valorisée afin d'obtenir des résultats susceptibles d'impacter l'économie nationale. À ce titre, le ministre a tenu à préciser que «le nombre d'opérations en ligne a augmenté de 7 300 en 2016 à neuf millions en 2022, soit plus de 340 e-commerçants sur le réseau des adhérents au système du e-paiement». Des chiffres qui dénotent une avancée inédite et le passage d'une gestion archaïque et risquée, basée sur la circulation des espèces, à un mode de paiement qui se trouve au centre de l'ensemble des actions dédiées à la performance et à l'efficacité des services bancaires et monétaires, l'objectif étant de conférer aux organismes financiers les moyens et les outils pour la concrétisation et l'application efficiente des orientations adoptées dans le cadre de l'édification d'une économie moderne portée sur l'impératif de la croissance. À ce titre, le président de l'Abef, Lazhar Latrache, a affirmé que «toutes les banques en Algérie sont déterminées à mettre en oeuvre le processus de développement et de modernisation du secteur, conformément aux aspirations des pouvoirs publics, afin de servir les individus et les entreprises. L'ultime but demeure la promotion du domaine monétique et du paiement électronique, et la numérisation du secteur». C'est de ce point de vue que le développement et la généralisation de ces mécanismes de la numérisation, requièrent un plus large champ d'action, où les nouvelles pratiques finiront par prendre le dessus et s'affirmer en qualité de

solutions incontournables pour la relance de l'économie. À ce sujet, le président de l'Abef a été on ne peut plus clair, précisant que «dans le cadre de la consécration de la culture financière, les banques s'emploient à établir des partenariats avec plusieurs départements ministériels, à l'instar de l'Enseignement supérieur, l'Éducation nationale, la Culture et les Arts et la Formation et l'Enseignement professionnels, afin de valoriser les notions liées à la culture financière».



## **A partir d'aujourd'hui à Alger : Une conférence africaine sur les assurances**

L'Algérie abrite, à partir d'aujourd'hui et cela jusqu'au 31 mai, la 49<sup>ème</sup> Edition de la Conférence de l'Assemblée générale de l'Organisation africaine des assurances, qui abordera la question de la contribution de l'assurance dans l'apport de solutions aux défis de la sécurité alimentaire en Afrique.

Selon une déclaration du président de l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR), Youcef Benmicia, les défis de l'assurance en Afrique sont nombreux, car le continent fait face à des risques multiples, notamment les changements climatiques et les catastrophes naturelles, qui a suscité l'intérêt pour l'échange d'expériences et de solutions d'assurance.

Il a estimé que l'événement à venir, représentera un moment distingué pour les différents acteurs de l'industrie africaine de l'assurance et de la réassurance, pour établir des partenariats et consolider leurs relations commerciales.

Le programme de la conférence comprend des sessions, des tables rondes et des conférences, toutes liées au renforcement du domaine de l'assurance agricole en Afrique, telles que la discussion de solutions d'assurance, pour augmenter la production agricole, les systèmes de transfert associés aux risques majeurs dans les secteurs public et privé, en le continent, et la résilience, selon ce qui a été énoncé dans la « Déclaration de Nairobi ».

Prêter attention à l'idée de la micro-assurance et de l'assurance technologique, comme l'une des solutions pour atteindre la sécurité alimentaire, et présenter le rôle essentiel de la réglementation et de la supervision, pour faciliter l'accès aux produits d'assurance agricole, selon les indicateurs du continent africain.

Pour sa part, Cherif Benhabiles, vice-président de l'Organisation africaine des assurances (OAA) et chef du comité local de préparation, a souligné, dans un message

adressé aux participants, que « l'Algérie est prête à accueillir cet événement important qui réunit des experts et des spécialistes, pour enrichir la réflexion sur la problématique de la contribution du domaine de l'assurance à la sécurité alimentaire de l'Afrique, outre divers conflits internationaux et autres.

La conférence, organisée sous le haut patronage du Premier ministre Aïmene Benabderrahmane, enregistrera 1 800 participants, dont des responsables de compagnies d'assurance et de réassurance africaines, des experts, et des représentants d'organisations internationales.



## **Gazoduc transsaharien (TSGP) : Un projet « viable, soutenable et rentable » assure Laaziz Faïd**

La réalisation du Gazoduc Transsaharien (TSGP) auquel l'Algérie accorde une importance capitale, n'est qu'une question de temps.

« C'est un projet viable, soutenable et rentable sur les plans économique et financier », a assuré, jeudi, le ministre des Finances, Laaziz Faïd.

«C'est un projet viable économiquement, soutenable, et rentable. Les sources de son financement ne peuvent être que bancaires essentiellement, et on n'exclut pas que la BAD y participe», a-t-il répondu à la question de l'APS de savoir si la plus importante institution financière africaine allait contribuer au financement de ce méga projet.

M. Faïd a estimé que la récente déclaration du président de la BAD sur ce sujet constituait une «manifestation d'intention de la Banque à financer» le projet.

«Il n'y a pas de raison d'ailleurs pour ne pas soutenir un projet viable et rentable», a-t-il soutenu.

Le ministre, qui s'exprimait lors d'un point de presse, en marge de sa participation aux 58<sup>ème</sup> Assemblées annuelles de la BAD, qui se tiennent du 22 au 26 mai à Charm el Cheikh, en Egypte, a ajouté que des études seront, par la suite, effectuées pour «examiner ce méga projet dans toutes ses dimensions et choisir le mode de financement» adéquat.

Lundi, en marge d'une conférence de presse tenue la veille de l'ouverture officielle des Assemblées, le président du groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD), Akinwumi Adesina, a déclaré à l'APS que ce gazoduc «est très important, c'est un investissement que nous soutenons et que l'Union Africaine soutient».

Il convient de rappeler qu'un un Mémorandum d'entente pour la concrétisation du projet a d'ailleurs été signé en juin 2022, par les ministres de l'Energie algérien, nigérian et nigérien, en présence de Toufik Hakkar, président du géant africain, le Groupe Sonatrach.

Réunis le 19 du même mois, à Abudja (Nigeria), les ministres de l'Energie des trois pays sont même convenus de poser les premiers jalons de ce projet, à travers l'entame des études techniques, en prévision de sa concrétisation sur le terrain dans «les plus brefs délais».

Le gazoduc transsaharien qui peut être réalisé en trois ans, permettra de transporter 20 à 30 milliards de mètres cubes de gaz depuis le Nigeria.

Responsables et experts s'accordent à dire que ce projet est «plus sûr et économiquement viable», contrairement à d'autres projets à risques qui sont proposés ici et là et dont la viabilité économique reste à prouver.

Le Niger et le Nigeria trouvent ainsi en l'Algérie le partenaire le plus fiable pour la concrétisation dudit projet.

L'Algérie dispose en effet, de toutes les cartes pour dévitaliser le rôle du supplétif traditionnel du Makhzen en finalisant le projet du gazoduc panafricain qui renforcera sa position géostratégique, tout en se tenant à bonne distance, aussi bien des intérêts de la Russie, que ceux des partenaires et voisins européens.

Le « rêve » des Marocain, pour pouvoir passer ce gazoduc par leurs territoires (Sahara Occidental non inclus) s'est ainsi évaporé.

C'est la désillusion totale. « Notre gazoduc [TSGP] est plus sûr et il est économiquement viable », a récemment déclaré Mohamed Arkab, ministre de l'Énergie au Spiegel.

L'autre gazoduc [entre le Nigeria et le Maroc] traverserait 12 pays sur 6 000 kilomètres « et une partie de l'Atlantique. C'est infiniment plus compliqué. Et le financement n'est pas clair non plus. L'Algérie, en revanche, a les moyens et est disposée à financer une grande partie du gazoduc transsaharien », avait-il soutenu.

## **Dr Abdelrahmi Bessaha, économiste au FMI : «L'Algérie doit développer une stratégie de couverture»**

L'ordre mondial unipolaire de l'après-guerre froide est devenu «obsolète et doit être remplacé par une nouvelle architecture géopolitique et économique basée sur la coopération et l'inclusivité », souligne Dr Abdelrahmi Bessaha, économiste au FMI.

La montée de la Chine et des autres groupes de pays non occidentaux, explique-t-il dans une contribution au quotidien El Watan, « ont érodé le système partiellement libéral basé sur des règles internationales mises en place par les pays avancés ».

Les crises financières et bancaires à répétition, la montée des inégalités, les politiques monétaires ultra libérales des grandes banques centrales, le regain de protectionnisme et la pandémie de Covid-19, énumère l'analyste, «ont ralenti la mondialisation économique de l'après-guerre froide ».

De plus, le recours croissant aux sanctions économiques dans le sillage de la guerre en Ukraine «a accentué les tensions géostratégiques et fragmenté les relations internationales entre l'Est et l'Ouest et le Nord et le Sud, ralenti le processus d'intégration économique et mis en difficulté la coopération internationale incontournable pour affronter des défis planétaires (dont la paix et la sécurité mondiale, les changements climatiques et la prévention des nouvelles pandémies) ».

Compte tenu de cette situation, la reconstruction d'un nouvel ordre économique mondial, note Dr. Bessaha, « devrait être articulée autour d'une vision réaliste des rapports internationaux et d'un partage de la gouvernance internationale en raison du poids économique croissant des autres groupes de pays (hors du G7 et de la sphère des pays avancés) ».

Dans l'intervalle, pour ce qui est de l'Algérie et de nombreux autres pays émergents et en voie de développement, l'objectif immédiat est d' «éviter des enchevêtrements coûteux avec les grandes puissances, de garder toutes les options ouvertes pour un maximum de flexibilité à court terme et moyen terme ».

In fine, commente l'économiste, avec des ressources limitées pour influencer la politique mondiale, « les pays en développement doivent pouvoir adapter rapidement leurs politiques étrangères et économiques à des circonstances imprévisibles ».

Aux yeux de Dr. Bessaha, «face à la rivalité sino-américaine aux références fallacieuses à un ordre fondé sur des règles et à l'incertitude quant à la répartition du pouvoir mondial, «l'Algérie (et de nombreux autres pays dans le monde) devrait éviter

des implications coûteuses avec les grandes puissances et essayer de garder toutes leurs options ouvertes pour une flexibilité maximale sur le plan économique et géostratégique».

En conséquence, «il est important de développer ce que les experts appellent une stratégie de couverture pour être en mesure d'adapter rapidement les politiques étrangère et économique aux circonstances imprévisibles ».

La stratégie de couverture n'est pas nouvelle(...), elle offre une possibilité de préserver la liberté d'action, maintenir l'indépendance économique, renforcer les intérêts économiques nationaux, développer les marchés domestiques, favoriser la réindustrialisation et renforcer les secteurs stratégiques-clés de l'économie nationale dans le cadre d'un nouveau modèle de développement économique et social».



## **Algerian Qatari Steel affiche ses ambitions : 300 millions de dollars d'exportations en vue**

« La société de sidérurgie Algerian Qatari Steel (AQS) vise à dépasser les 300 millions de dollars d'exportations au cours de l'année 2023, après avoir atteint 160 millions de dollars l'an dernier », selon le directeur de la communication et des relations publiques de l'entreprise, Mouloud Louail.

Dans une déclaration à l'APS, le même responsable a annoncé que la société de sidérurgie Algerian Qatari Steel (AQS), dont le siège est à Jijel, « a adopté une nouvelle stratégie de commercialisation sur les marchés internationaux, cherchant à être l'un des plus grands contributeurs selon l'approche adoptée par les autorités supérieures du pays visant à diversifier les exportations » et « à s'affranchir de la dépendance aux hydrocarbures ».

Le groupe sidérurgique Algerian Qatari Steel a pu exporter 320.000 tonnes de produits sidérurgiques au cours du premier trimestre 2023, contre 100.000 tonnes d'exportations au cours de la même période l'année dernière (2022), a fait savoir, début avril dernier, le directeur général adjoint de l'entreprise, Sofiane Chaib Setti, dans une déclaration à l'APS. Des exportations estimées à 200 millions USD.

Un chiffre qui dépasse la totalité des exportations réalisées en 2022 (160 millions USD). En 2022, les exportations de l'entreprise étaient de 240.000 tonnes. Selon



Mouloud Louail, l'entreprise exporte des produits de « haute qualité » vers les marchés européens, africains et asiatiques, précisant que les Etats Unis étaient « le premier client de la société ».

Concernant le marché africain, le directeur de la communication et des relations publiques de l'entreprise a affirmé qu' « il fait partie des plus hautes priorités de l'entreprise, soulignant l'exportation récente d'environ 15 000 tonnes vers le Sénégal et d'autres quantités vers la Mauritanie, alors que l'entreprise est en pourparlers avec des concessionnaires du Nigeria et de la Libye ».

Les produits de l'AQS connaissent, selon le même responsable, une demande croissante, vu « leur excellente qualité et les prestations qualitatives offertes par la société à ses clients des quatre coins du monde ».

Selon le même responsable de la Communication, le rond à béton et le fil tréfilé sont les produits les plus exportés par la société qui va se lancer dans l'exportation de nouveaux produits, après l'achèvement des travaux d'extension et l'augmentation de ses capacités de production.

D'autant, souligne-t-il, que la mine de Gara Djebilet aura un grand impact sur le marché du fer à l'intérieur et à l'extérieur, eu égard à sa contribution à la réduction des prix de la matière première et par la même du prix du fer Ce qui renforcera « les avantages concurrentiels de nos produits à l'étranger et élargira le champ d'exportation du fer algérien » estime Mouloud Louail.

Pour rappel, AQS avait obtenu en février dernier le certificat de conformité des produits, rond à béton et fil tréfilé, de l'Organisme britannique d'homologation des produits sidérurgiques dans le monde (Cares Steel Certification UK).

**LE JOURNAL**  
**INDEPENDANT**

## **Développement en Afrique : L'engagement de l'Algérie salué par la BAD**

Les efforts déployés par l'Algérie pour soutenir le développement en Afrique ainsi que l'engagement de l'Algérie en direction de la Banque africaine de développement (BAD), ont été salués lors des 58e Assemblées annuelles de cette banque.

« Les représentants de la Banque ont tenu à féliciter l'Algérie pour toute l'attention apportée aux pays africains afin de soutenir leurs projets de développement, par des actions concrètes, notamment dans le domaine des relations commerciales et d'investissement ». C'est ce qu'a indiqué un communiqué du ministère des Finances.

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd qui a pris part aux 58e Assemblées annuelles de la BAD, a auparavant évoqué des grands projets structurants viables et stratégiques

pour l'intégration régionale reliant l'Algérie à l'Afrique, en sus du au projet du Gazoduc transsaharien (TSGP).

Il a cité le projet de réalisation de la route reliant Tindouf à Zouérate en Mauritanie et la ligne maritime desservant les deux pays, la route transsaharienne Alger-Lagos, le projet de la dorsale transsaharienne à fibre optique, qui sera réalisée en parallèle avec la route transsaharienne, sur 4 500 km de longueur ainsi que la ligne ferroviaire reliant Alger à Tamanrasset.

Le ministre des Finances, en sa qualité de Gouverneur pour l'Algérie auprès de cette institution, a, par ailleurs, mis à profit sa présence à ces Assemblées, tenues du 22 au 26 mai, pour « échanger avec certains responsables de la Banque sur les réformes clés engagées en Algérie pour une économie diversifiée et résiliente face aux défis majeurs évoqués lors ces rencontres et sur les projets d'envergure à fort impact sur l'intégration régionale ».

Le ministre a, ainsi, effectué plusieurs rencontres bilatérales avec ses homologues africains. Accompagné d'une délégation composée de cadres de son département ministériel, le ministre des Finances a rencontré plusieurs représentants d'institutions financières internationales et régionales et des représentants d'agences de développement.

Les échanges étaient fructueux, traduisant « une volonté commune d'asseoir des bases solides d'une coopération future reposant sur des intérêts communs en matière de développement économique et social », a-t-on indiqué.

Lors de ces Assemblées, les discussions se sont poursuivies autour des activités de la BAD en Algérie, le nouveau cadre de coopération en cours d'élaboration et des perspectives de collaborations futures.

Ces rencontres ont constitué, pour les membres des Conseils de Gouverneur du groupe de la Banque, pour les dirigeants et les partenaires au développement, une opportunité pour explorer ensemble les moyens pratiques de « mobiliser le financement du secteur privé pour le climat et la croissance verte en Afrique », conformément au thème consacré à cette édition des Assemblées.

A cette occasion, le groupe de la Banque a été encouragé à approfondir sa collaboration pour mobiliser davantage de financement public et privé pour le climat en faveur des investissements verts et à mener des efforts pour combler le déficit annuel de financement climatique du continent.

## **Gazoduc TSGP : Le financement de la BAD n'est pas à écarter**

En plus d'apporter son soutien au projet du gazoduc transsaharien (TSGP) reliant le Nigeria à l'Europe via l'Algérie, la Banque africaine de développement (BAD) peut constituer une source de financement pour ce projet. Selon le ministre des Finances, Laaziz Faïd, la récente déclaration du président de la BAD sur ce sujet constituait une « manifestation d'intention de la Banque à financer le projet ».

Le ministre des Finances, qui a participé aux 58e assemblées annuelles de la BAD, qui s'est tenue du 22 au 26 mai à Charm el-Cheikh, en Egypte, a souligné l'importance de ce projet. Le TSGP, qui devrait relier le Nigeria à l'Europe en passant par l'Algérie, est un projet viable, soutenable et rentable sur les plans économique et financier, a-t-il affirmé. « C'est un projet viable économiquement soutenable, et rentable. Les sources de son financement ne peuvent être que bancaires essentiellement, et on n'exclut pas que la BAD y participe », a-t-il indiqué dans sa déclaration à l'agence officielle.

Faïd a estimé que la récente déclaration du président de la BAD sur ce sujet constituait une manifestation d'intention de la Banque à financer le projet. « Il n'y a pas de raison d'ailleurs pour ne pas soutenir un projet viable et rentable », a soutenu le ministre des Finances, signalant que des études seront, par la suite, effectuées pour examiner ce mégaprojet dans toutes ses dimensions et choisir le mode de financement adéquat.

Le président de la BAD, Akinwumi Adesina, avait, à la veille de l'ouverture officielle des Assemblées, affirmé que ce gazoduc « est très important, c'est un investissement que nous soutenons et que l'Union Africaine soutient », signant ainsi le soutien de cette institution financière à ce mégaprojet de transport de gaz qui relie le Nigeria, le Niger et l'Algérie sur une distance de 4 000 km. Le patron de la Banque Africaine de Développement a également salué les efforts déployés par l'Algérie pour soutenir, d'une manière générale, le développement en Afrique.

Le ministre des Finances a par ailleurs évoqué d'autres grands projets structurants viables et stratégiques pour l'intégration régionale reliant l'Algérie à l'Afrique, en sus du TSGP, et qui nécessitent d'importants financements.

Il a cité, à ce titre, le projet de réalisation de la route reliant Tindouf à Zouerate en Mauritanie et la ligne maritime desservant les deux pays, la route transsaharienne Alger-Lagos, le projet de la dorsale transsaharienne à fibre optique, qui sera réalisée en parallèle avec la route transsaharienne, sur 4 500 km de longueur, ainsi que la ligne ferroviaire reliant Alger à Tamanrasset.

Pour ce qui est de sa participation aux 58e Assemblées annuelles de la BAD, M. Faïd a fait savoir qu'il est « venu à la tête d'une délégation importante pour participer aux

Assemblées de la BAD, sachant que l'Algérie a été parmi les pays pionniers et les premiers contributeurs à cette Banque, créée en 1964 « Il était surtout question, lors des rencontres bilatérales, de la nécessité de renforcer la coopération avec l'Afrique du Sud.

C'est dans ce sens que le ministre des Finances s'est entretenu avec son homologue sud-africain, avec lequel il a abordé les relations bilatérales ainsi que le potentiel de coopération bilatérale existant en matière économique, aussi bien dans le cadre de la BAD ou du Fonds africain de développement, selon les précisions du ministre, lequel a noté que l'Algérie est membre depuis cette année, un Fonds qui soutient les pays les plus pauvres et les plus endettés et dans lequel l'Algérie a récemment contribué avec 10 millions de dollars.

Une contribution saluée par le président de la BAD. « Une contribution très importante, qui fait de l'Algérie l'un des plus importants contributeurs africains dans ce fonds », a-t-il affirmé.



## **L'assurance agricole en Afrique : Un maillon important pour garantir la sécurité alimentaire**

L'assurance est un maillon "important" dans le développement du secteur agricole en Afrique et un outil "indispensable" pour garantir la sécurité alimentaire, dans un contexte de risques climatiques majeurs.

C'est ce qu'a souligné, ce samedi à Alger, Jean Baptiste Ntukamazina, secrétaire général de l'Organisation des assurances africaines (OAA), tout en se félicitant de la tenue de la 49<sup>e</sup> conférence et assemblée générale de l'OAA en Algérie.

S'exprimant en marge de la conférence continentale, M. Ntukamazina, a affirmé que l'assurance constituait un maillon "important" dans le développement du secteur agricole en Afrique, faisant remarquer que la part de l'agriculture dans le produit intérieur brut (PIB) des pays africains se situe en moyenne entre 30 et 50%, d'où "la nécessité de sensibiliser les agriculteurs africains à souscrire à l'assurance agricole afin de couvrir les risques climatiques et autres, de manière à augmenter la pénétration de l'assurance en Afrique".

Déplorant la faiblesse du taux de la souscription des agriculteurs à l'assurance agricole, estimée aujourd'hui à moins de 2%, le secrétaire général de l'OAA a fait observer que "les compagnies d'assurances africaines étaient en mesure de contribuer à la sécurité alimentaire en couvrant le secteur agricole contre tous les risques climatiques et autres aléas de manière à atténuer leurs effets sur les agriculteurs".

“Nous sommes prêts à travailler avec les pouvoirs publics dans le cadre de politiques inclusives, ce qui va permettre de participer à la lutte contre la faim, la pauvreté et d’atteindre les objectifs fixés en matière de sécurité alimentaire”, a-t-il précisé, ajoutant que “l’assurance massive des agriculteurs permettra de générer des ressources financières nécessaires pour la prise en charge des indemnisations en cas de sinistres”.

En outre, la contribution des gouvernements est aussi primordiale pour promouvoir l’assurance agricole, a-t-il relevé en citant, entre autres, l’octroi de subsides pour les primes d’assurances et l’élaboration d’une réglementation favorable au développement de cette branche d’assurance.

“Les compagnies d’assurances africaines ont besoin aussi de données météorologiques fiables leur permettant de prévoir les risques liés à la pluviométrie ou à la sécheresse”, a-t-il souligné.

Le développement de l’assurance agricole dépend également de la sensibilisation et de la prise de certaines mesures incitatives à l’égard des agriculteurs, a relevé encore le SG de l’OAA, tout en rappelant que cette organisation, qui compte plus de 400 compagnies reste “une instance de réflexion et de propositions et un espace de débat et de partage des expériences”.

S’agissant des causes de la faiblesse de l’assurance agricole en Afrique, M. Ntukamazina a expliqué que cela est dû principalement au manque de culture d’assurance et à la mauvaise gestion de ressources financières.

Le manque de sensibilisation des populations sur l’importance de l’assurance est aussi à l’origine de cette faiblesse, a-t-il également clarifié. Dans ce contexte, le SG de l’OAA a mis en garde contre le phénomène de l’insécurité alimentaire ayant pris, selon lui, des “proportions alarmantes en Afrique”, exhortant “les Etats africains à considérer le secteur agricole comme la véritable base du développement économique, bien avant l’exploitation des matières premières et des hydrocarbures”.

### **Algérie en exemple**

Par ailleurs, le SG de l’OAA a estimé que le choix du thème de “la contribution de l’assurance aux défis de la sécurité alimentaire en Afrique” pour la 49e conférence et l’OAA, qui se tient à Alger du 27 31 mai courant, est “judicieux” et va permettre de débattre de “la contribution de l’industrie d’assurance pour le règlement de cette question d’insécurité alimentaire”.

Tout en saluant au passage les autorités algériennes d’avoir accepté d’abriter les travaux de cette conférence annuelle et assemblée générale de l’OAA, M. Ntukamazina a estimé que “la mutualité agricole en Algérie est plus développée par rapport aux autres pays africains”.

“L’Algérie dispose de l’expérience dans le domaine de l’assurance agricole qu’elle peut vraiment partager avec le reste des pays africains. Je ne vois pas beaucoup

d'expériences réussies et similaires à celle de la Caisse algérienne de la mutualité agricole (CNMA). C'est un bel exemple qui devrait être suivi par d'autres compagnies africaines", a-t-il encore relevé.

A ce propos, le SG de l'OAA a annoncé l'organisation prochainement d'un séminaire en Algérie, en collaboration avec la CNMA, devant permettre de partager son expérience avec d'autres compagnies d'assurances du continent. En attendant la tenue de cette rencontre, un workshop sur le thème de la micro-assurance sera animé par le directeur général de la CNMA, Chérif Benhabiles, à l'occasion de la tenue de la 49eme conférence et assemblée de l'OAA, a fait savoir M. Ntukamazina, précisant que ce workshop verra la présence des dirigeants de compagnies africaines et se focalisera sur l'expérience de l'Algérie en matière d'assurance agricole.



## **49e Conférence de l'OAA à Alger: L'assurance agricole au cœur des priorités des assureurs africains**

Les travaux de la 49e conférence et Assemblée générale de l'Organisation des assurances africaines (OAA), prévus du 27 au 31 mai courant à Alger, devraient aboutir à des solutions novatrices pour booster l'industrie des assurances, plus particulièrement l'assurance agricole qui est au cœur des priorités des assureurs africains, a affirmé Cherif Benhabiles, vice-président de l'OAA et président du Comité d'organisation local.

Face à l'ampleur des catastrophes naturelles, les propositions de cette rencontre devraient apporter des solutions qui permettraient d'améliorer la gestion des risques agricoles, renforcer la résilience des agriculteurs et des éleveurs contre les aléas climatiques, et par là même, assurer la sécurité alimentaire des pays du continent», a expliqué M. Benhabiles à l'APS. Elu vice-président de l'OAA en 2022, le responsable a ajouté que les débats seront également focalisés sur les voies et moyens de convaincre les agriculteurs sur l'impératif de se protéger contre les sinistres et les aléas climatiques, déplorant que «très peu d'entre eux le font». «La branche agricole représente moins de 4 % du marché africain des assurances évalué à 62 milliards de dollars», a-t-il argué. S'agissant de l'Algérie, «le taux de couverture des risques agricoles ne représente que 3 % sur un marché d'assurance estimé à 1,2 milliard de dollars», a fait savoir le responsable, précisant que «l'assurance concerne principalement la filière céréalière». Egalement directeur général de la Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA), M. Benhabiles a souligné, par ailleurs, l'impératif de mettre en place de nouveaux

dispositifs d'assurance adaptés en tenant compte de l'ampleur des calamités agricoles accentuée par les changements climatiques. «Ces catastrophes impactent lourdement les agriculteurs et endommagent leurs récoltes», a-t-il prévenu, évoquant les pertes agricoles enregistrées récemment au niveau de certaines régions de l'est du pays, «affectées par la grêle et les inondations». Organisé sous le thème : «La contribution de l'assurance aux défis de la sécurité alimentaire en Afrique», la rencontre qui devrait regrouper plus de 1 700 participants, dont des experts internationaux, des assureurs et réassureurs, permettra de mettre en avant l'importance de l'industrie des assurances dans le renforcement de la sécurité alimentaire.

«Outre l'indemnisation financière des sinistres, la prévention et la gestion des risques représentent également les principales missions du secteur des assurances pour développer une agriculture durable et résiliente», a souligné M. Benhabiles. Cette rencontre sera l'occasion d'«échanger nos connaissances en s'appuyant sur les expériences réussies basées sur la prévention et les systèmes d'alertes précoces», a-t-il ajouté. Cette rencontre continentale, qui se tient dans une conjoncture économique marquée par l'aggravation des problèmes climatiques et les tensions politiques, permettra de souligner l'importance de l'industrie de l'assurance en tant que levier de développement économique et social dans le continent, a-t-il conclu.



## **9<sup>E</sup> ÉDITION DU FORUM DE HAUT NIVEAU POUR LE DIALOGUE EN MÉDITERRANÉE, LES 2 ET 3 NOVEMBRE PROCHAINS À ROME : Le président Tebboune, invité d'honneur**

Selon l'agence italienne de presse «Agenzia Nova», l'ambassadeur d'Algérie à Rome, Abdelkrim Touahria, a révélé, dans une interview qu'il lui a accordée, que le président Abdelmadjid Tebboune se rendra à Rome à partir du 2 novembre et sera l'invité d'honneur de la neuvième édition du Forum de haut niveau pour le dialogue en Méditerranée "Rome MED-Mediterranean Dialogues", cette initiative lancée par l'Italie en 2015 qui veut proposer un « agenda positif » en Méditerranée élargie, programmé cette année les 2 et 3 novembre prochains.

L'Italie est devenue le « principal partenaire mondial » de l'Algérie, a expliqué l'ambassadeur d'Algérie à Rome. Dans le même sens, il fait savoir qu'un forum algéro-italien dédié aux perspectives de développement de l'industrie automobile en Algérie se tiendra ce lundi 29 mai à Turin. C'est le ministre de l'Industrie et de la



Production pharmaceutique, Ali Aoun, qui conduira la délégation algérienne à cet événement. Par ailleurs, l'Italie sera l'invitée d'honneur de la 54e édition de la Foire internationale d'Alger, du 19 au 24 juin 2023, au Palais des Expositions de la SAFEX, en présence du ministre de l'Entreprise et du Made in Italy, Adolfo Urso. On sait que le ministre italien de la Défense, Guido Crosetto, viendra également prochainement en Algérie. Pour rappel, il y a un an, le président Tebboune effectuait une visite d'Etat en Italie, à l'invitation de son homologue italien, Monsieur Sergio Mattarella. A l'entame de sa visite, en rencontrant des représentants de la communauté nationale établie dans ce pays, le président Tebboune a mis en avant la solidité des relations algéro-italiennes qui comptent parmi « les relations arabo-européennes les plus fortes dans la région méditerranéenne », il a rappelé les positions historiques et honorables de l'Italie vis-à-vis de l'Algérie, notamment lors de la Guerre de libération, et au lendemain de l'indépendance, à travers le soutien apporté à l'Algérie dans ses moments les plus difficiles. Au deuxième jour de sa visite, un accueil solennel a été réservé au président de la République par le président de la République italienne, au Palais présidentiel du Quirinal, où les deux Présidents ont eu des entretiens en tête-à-tête, élargis ensuite aux délégations des deux pays. Lors d'un point de presse animé conjointement avec son homologue italien, au terme de leurs entretiens, le président Tebboune a insisté sur la qualité des relations avec l'Italie, qualifié de « pays ami » en mettant en avant leur profondeur historique et le fait qu'elles ont toujours été « au beau fixe ». Il a mis en exergue une « convergence totale » entre les deux pays sur les questions d'intérêt commun, qu'il s'agisse de la situation au Maghreb arabe ou en Méditerranée. Le président Tebboune a réitéré l'engagement de l'Algérie à entretenir l'amitié qui la lie avec l'Italie « par tous les moyens, et non seulement par la coopération énergétique ». Il a souligné que les relations de l'Algérie avec ses amis sont essentiellement fondées sur « la confiance et une seule parole qui ne change pas ». Plusieurs protocoles et mémorandums d'entente de coopération ont été signés à l'occasion de cette visite: entre les groupes Sonatrach et E.N.I. mais également concernant les secteurs des P.M.E., du tourisme, de la culture et la lutte contre la corruption et le terrorisme. L'évaluation de cet ensemble d'accords sera certainement à l'ordre du jour de la visite du président Tebboune annoncée pour début novembre prochain.

## **SELON LE SG DE L'ORGANISATION AFRICAINE DES ASSURANCES : « L'Algérie, un exemple à suivre ».**

S'exprimant sur la coopération inter-africaine qui sera au cœur des discussions de la 49ème Assemblée générale de l'OAA, notamment sur le développement d'une industrie de l'assurance saine en Afrique et sur les moyens de faciliter la coopération entre les pays membres, le secrétaire général de l'Organisation, Jean Baptiste Ntukamazina, a souligné que « l'assurance est un maillon important dans le développement du secteur agricole en Afrique et un outil indispensable pour garantir la sécurité alimentaire, dans un contexte de risques climatiques majeurs ».

Dans son allocution, le responsable a indiqué que « la part de l'agriculture dans le produit intérieur brut (PIB) des pays africains se situe en moyenne entre 30 et 50%, d'où la nécessité de sensibiliser les agriculteurs africains à souscrire à l'assurance agricole afin de couvrir les risques climatiques et autres, de manière à augmenter la pénétration de l'assurance en Afrique, et afin de contribuer à la sécurité alimentaire, dans le cadre de politiques inclusives ». Dans le même contexte, le SG de l'OAA a déclaré que « la contribution des gouvernements est primordiale pour promouvoir l'assurance agricole, par l'octroi de subsides pour les primes d'assurances et l'élaboration d'une réglementation favorable au développement de cette branche d'assurance », précisant que « le développement de l'assurance agricole dépend également de la sensibilisation et de la prise de certaines mesures incitatives à l'égard des agriculteurs », tout en rappelant que « cette organisation, qui compte plus de 400 compagnies reste une instance de réflexion et de propositions et un espace de débat et de partage des expériences ».

### **« Les compagnies africaines devraient s'inspirer de la CNMA »**

Pays hôte de cette 49ème AG de l'OAA, l'Algérie joue un rôle pivot dans la promotion de la coopération inter-africaine en matière d'assurance et de réassurance, compte tenu des grandes ambitions de l'Algérie de se frayer une place de choix dans l'espace africain. Tout en se félicitant de la tenue de cette AG en Algérie, le SG de l'OAA a estimé que le choix du thème de la contribution de l'assurance aux défis de la sécurité alimentaire en Afrique » pour cette conférence de l'OAA, est « judicieux et va permettre de débattre de la contribution de l'industrie d'assurance pour le règlement de cette question d'insécurité alimentaire ». Tout en saluant au passage les autorités algériennes d'avoir accepté d'abriter ces travaux, Ntukamazina a estimé que « la

mutualité agricole en Algérie est plus développée par rapport aux autres pays africains ». « L'Algérie dispose de l'expérience dans le domaine de l'assurance agricole qu'elle peut vraiment partager avec le reste des pays africains. Je ne vois pas beaucoup d'expériences réussies et similaires à celle de la Caisse algérienne de la mutualité agricole (CNMA). C'est un bel exemple qui devrait être suivi par d'autres compagnies africaines », a confié le responsable africain.

### **Vers la tenue d'un séminaire conjoint**

L'expérience algérienne dans le domaine des assurances sera ainsi au centre des débats de la 49ème AG de l'OAA, offrant des perspectives diversifiées sur les défis et les opportunités du secteur en Afrique, une plateforme idéale pour échanger des idées, partager des connaissances sur les enjeux cruciaux qui façonnent l'avenir de l'assurance sur le continent africain. À ce propos, le SG de l'OAA a annoncé l'organisation prochainement d'un séminaire en Algérie, en collaboration avec la CNMA, devant permettre de partager son expérience avec d'autres compagnies d'assurances du continent. En attendant la tenue de cette rencontre, un workshop sur le thème de la micro-assurance sera animé par le directeur général de la CNMA, Chérif Benhabilès, a fait savoir Mr. Ntukamazina, précisant que ce workshop verra la présence des dirigeants de compagnies africaines et se focalisera sur l'expérience de l'Algérie en matière d'assurance agricole.



### **SUR ORDONNANCE DU JUGE D'INSTRUCTION : Issad Rebrab interdit de toute activité ou fonction au sein de Cevital**

Les démêlés de l'ex-Pdg de Cevital avec la justice remontent à nouveau à la surface, sachant qu'il a déjà été condamné, fin décembre 2019, à la prison ferme. Placé sous contrôle judiciaire jeudi dernier, Issad Rebrab est désormais interdit de toute activité ou fonction au sein du groupe qu'il avait lui-même fondé en 1998.

En effet, sur ordonnance du juge d'instruction près le Pôle pénal économique et financier du tribunal de Sidi M'hamed, l'homme le plus riche d'Algérie est interdit d'exercer toute activité commerciale ou toute autre fonction à la direction de Cevital. Selon une note de la Chambre nationale des notaires, datée du 23 mai 2023 et signée par son secrétaire général, maître Nekkache Ramdane, le magnat algérien a perdu tout attachement organique avec le groupe agroalimentaire. Le document –dont nous disposons d'une copie- en question a été adressé à toutes les chambres régionales pour

notifier aux membres de la corporation des notaires à travers le pays, l'interdiction de délivrance de tout acte notarial concernant le mis en cause.

Il convient de souligner que Rebrab a été placé sous contrôle judiciaire jeudi dernier après avoir été auditionné par les services de la police judiciaire de la Sûreté nationale (DGSN) dans le cadre d'une affaire liée à des transactions financières du groupe Cevital avec ses filiales étrangères.

Il s'agirait, selon des sources concordantes, de transactions financières, de l'acquisition et de la revente des aciéries de Piombino en Italie. En effet, Cevital avait acheté ces aciéries en 2015, mais a dû les céder sous la contrainte du gouvernement italien à l'indien JSW Steel. Placé en détention provisoire depuis le 22 avril 2019, l'homme d'affaires a quitté la prison en janvier 2020, après avoir été condamné à 18 mois de prisons dont 6 mois fermes. Cette peine est assortie d'une amende de 1,383 milliard de dinars.

## الشروق

### وزير المالية: أنبوب الغاز العابر للصحراء مشروع ناجح وقابل للدعم

أكد وزير المالية لعزیز فايد، أن أنبوب الغاز العابر للصحراء الذي يربط نيجيريا بأوروبا مرورا بالجزائر يعد مشروعا ناجعا وقابلا للدعم و ذو مردودية على المستويين الاقتصادي و المالي.

وأوضح فايد، في رده على سؤال لوكالة الأنباء الجزائرية حول ما اذا كانت أكبر مؤسسة مالية افريقية ستسهم في تمويل هذا المشروع الضخم، قائلا "انه مشروع ناجع اقتصاديا وقابل للدعم و ذو مردودية، أما مصادر تمويله فلا يمكن أن تكون الا بنكية بشكل أساسي، ولا نستبعد مساهمة البنك الافريقي للتنمية.

واعتبر الوزير أن التصريح الأخير لرئيس البنك الافريقي للتنمية حول هذا الموضوع يشكل "ابداء لرغبة البنك في تمويل" المشروع مضيفا أنه "لا يوجد سبب لعدم دعم مشروع ناجع و ذو مردودية."

وتابع الوزير قائلا خلال ندوة صحفية على هامش مشاركته في الجلسات السنوية الـ 58 للبنك الافريقي للتنمية الجارية من 22 الى 26 ماي بشرم الشيخ بمصر، أنه سيتم اجراء دراسات فيما بعد "لدراسة هذا المشروع الضخم بجميع ابعاده و اختيار طريقة التمويل" الملائمة.

وكان رئيس مجمع البنك الافريقي للتنمية اكينوومي اديسينا، قد صرح لوكالة الأنباء الجزائرية يوم الاثنين الماضي على هامش ندوة صحفية نشطها عشية الافتتاح الرسمي للجلسات أن أنبوب الغاز "جد هام و هو استثمار يحظى بدعمنا و بدعم الاتحاد الافريقي

## اجتماع وزراء الخارجية الأسبوع المقبل والقادة يفصلون شهر أوت هذه سيناريوهات ملف انضمام الجزائر إلى " بريكس "

ينعقد اجتماع وزراء خارجية الدول الأعضاء في مجموعة الاقتصادات الناشئة "بريكس" الأسبوع المقبل، بمدينة كيب تاون بجنوب إفريقيا، لدراسة ملفات 19 دولة أبدت رغبتها في الانضمام إلى المجموعة، في حين يُرجح الرد على الطلبات في قمة قادة التكتل شهر أوت المُقبل.

ويقول الخبير الاقتصادي مراد كواشي في تصريح لـ"الشروق"، إن الأمور بدأت تتضح بشكل أكبر بالنسبة لطلب الجزائر العضوية في مجموعة "بريكس"، مرجحاً أن السيناريو الأكثر طرحاً هو أن يتم قبولها مبدئياً كعضو ملاحظ قبل انتقالها تدريجياً إلى عضو دائم في المجموعة، التي ستحتضن قريباً بتسمية "بريكس بلوس"، بمعنى الأعضاء الدائمين والأعضاء الملاحظين.

وتكون المرحلة الأولى بالنسبة للجزائر-وفق المتحدث-كفترة تجريبية بالمجموعة، إذ ستسعى خلالها الجزائر إلى الاستفادة من خبرة هذه الاقتصادات الناشئة لتحسين مؤشراتنا الصناعية والاستثمارية والفلاحية والتجارية والمالية وتطويرها ورفع رقم ناتجها الخام بشكل يرقى لولوج قوة اقتصادية كبرى، سبقت خلال السنة الجارية لأول مرة مجموعة السبعة.

وحسب المتحدث، تمتد الفترة التجريبية لسنوات، إذ أن الجزائر ستكون في مراحل لاحقة ملزمة بتحسين أرقام الاقتصاد وجعلها ترتفع بشكل تصاعدي عبر عدة سنوات وليس لعام واحد فقط، بعدها تتفقد المجموعة على إعادة دراسة ملفها لترقيتها إلى عضو دائم قادر على اتخاذ القرارات في المجموعة والتصويت وطرح المواقف.

ويرى كواشي أن الفترة الأخيرة شهدت ازدياد الضغط والتكهنات حول الدول التي سيتم قبول طلبات عضويتها في اجتماع بريكس المقبل المنتظر بجنوب إفريقيا والذي ستحتضنه مدينة كيب تاون، أين سيلتقي وزراء خارجية الدول الأعضاء لبحث الملف، مشدداً على أن الجزائر تتمتع بفرص أكبر في هذا المجال للالتحاق بالتكتل كعضو ملاحظ، لتمتعها بأوراق اقتصادية وسياسية تضعها في رواق أحسن.

ويؤكد نفس الخبير أن حظوظ الجزائر وفيرة بالنظر إلى مجموعتين من العوامل، أولها اقتصادية وهي الموقع الجغرافي المتميز شمال القارة الإفريقية التي تعدّ سوقاً رائجة وواعدة، تشهد حروباً في الخفاء بين الصين وأمريكا وأوروبا للظفر بها تحت تسمية "الكعكة الإفريقية"، فضلاً عن كون الجزائر ستكون بوابة شمالية للقارة الإفريقية، بالنسبة لدول "بريكس"، لاسيما بعد تفعيل ميناء الحمداية مستقبلاً، فالقارة الإفريقية تستحوذ على نصف مصادر الطاقة في العالم.

أما العوامل الثانية فهي سياسية، وترتبط بالدرجة الأولى بالعلاقات المميزة التي تجمع الجزائر بروسيا والصين وجنوب إفريقيا والتوافق في المواقف بين الجزائر وهذه البلدان في أغلب الملفات الإقليمية والدولية.

من جهته، يؤكد مدير معهد دراسة الأسواق العالمية بموسكو أليكسي بوبروفسكي لـ"الشروق"، أن رغبة عدد من الدول في الانضمام إلى "بريكس" يُنم عن تزايد استياء العالم من النظام الاقتصادي والسياسي القائم، ومقاومة عالم أحادي القطب، حيث تظل المجموعة واحدة من تلك المجموعات التي تقدم بديلاً حقيقياً للنظام العالمي الغربي، متوقعاً قبول ملف الجزائر ولو كعضو ملاحظ شهر جوان المقبل، شريطة أن تتبّع هي الأخرى المبادئ الأساسية التي تنص عليها الدول الأعضاء.



وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?  
Contactez nous sur :

✉ [dc@mf.gov.dz](mailto:dc@mf.gov.dz)

☎ Poste: 2784

[www.mf.gov.dz](http://www.mf.gov.dz)



@MFinance\_dz



@MFinancesdz



MFINANCES CHANNEL وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES  
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger